

AFRIQUE LE PÉRIL NOIR

Le «péril jaune» de la surpopulation chinoise à peine éteint, c'est l'Afrique qui risque de voir sa population tripler d'ici 20 ans. Alors qu'une démographie galopante est le pire ennemi de leur relèvement économique, la plupart des pays africains, dont le Mali, n'ont pas encore élaboré de politique de planification familiale. Exception exemplaire: le Rwanda.

Le Rwanda... Capitale Kigali. Cette minuscule contrée enclavée au cœur de l'Afrique centrale est surnommée à juste titre le «pays aux mille collines et au printemps éternel». Pas plus grand que notre Gaspésie, le Rwanda compte une population de plus de six millions d'habitant-e-s, dans un habitat dispersé et camouflé sous les bananiers. Le pays le plus densément peuplé de toute l'Afrique, semble-t-il: 270 habitant-e-s au km², jusqu'à 400 dans les régions plus fertiles du Nord. Ce qui n'a rien de surprenant quand on sait que son taux annuel d'accroissement de population, 3,7%, est supérieur à celui de l'Afrique tout entière (3,2%) selon le Service des populations des Nations Unies.

1,5 milliard d'Africain-e-s en l'an 2005

À vrai dire, les projections démographiques de ce service pour l'Afrique sont troublantes. D'ici l'an 2005, la population africaine passerait de 555 millions à 1,5 milliard d'habitant-e-s. Des prévisions trop sombres et trop alarmistes, peut-être?

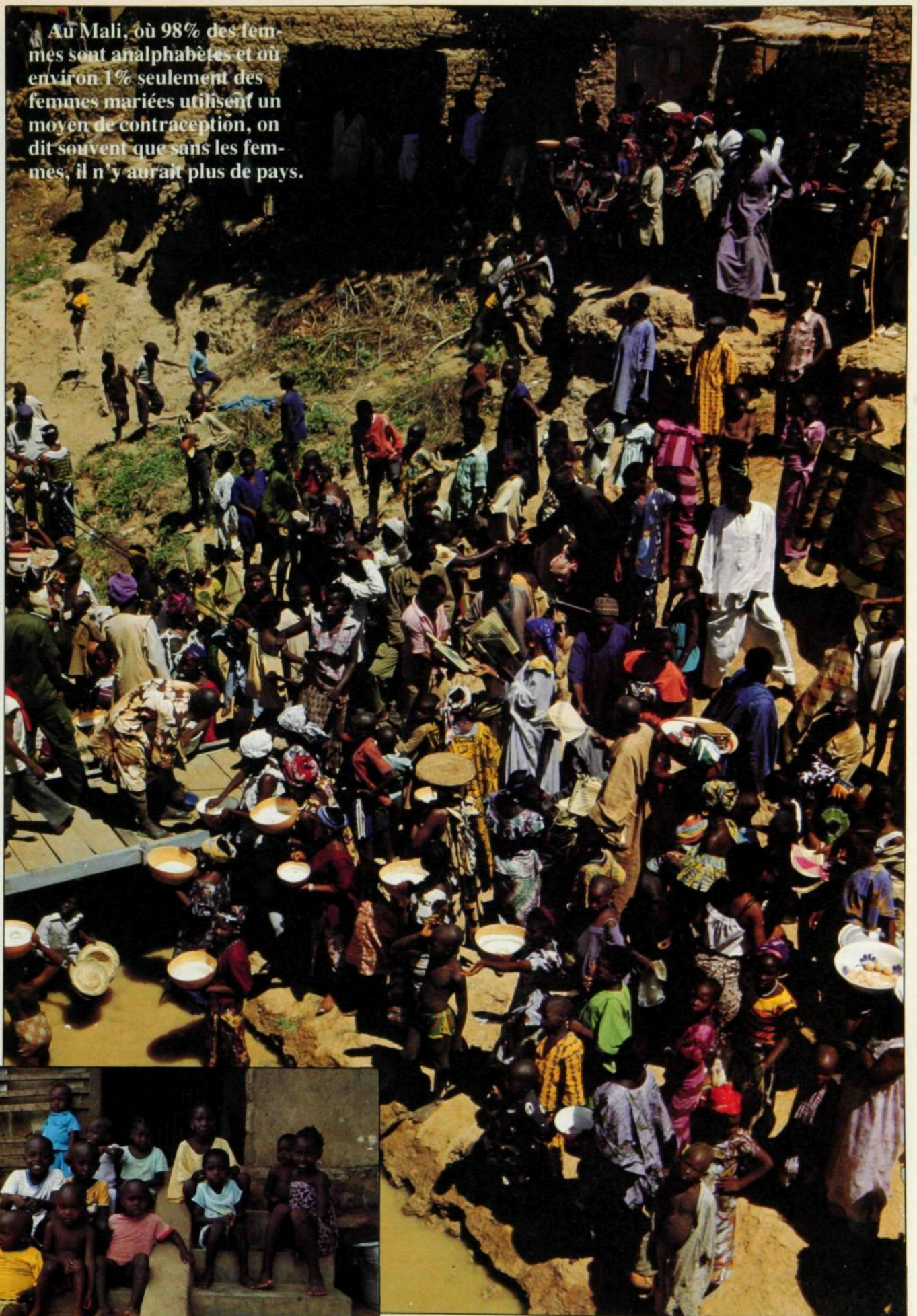
Malheureusement, ces données semblent

au contraire fort réalistes, si l'on en croit d'autres chiffres tout aussi stupéfiants montrant l'ampleur de la montée démographique, notamment en Afrique noire. Alors que 70% des habitant-e-s vivent déjà en dessous du seuil de la pauvreté absolue et que la malnutrition ne fait que s'aggraver, la population augmente de 11 millions de personnes chaque année¹. Au Kenya, 50% de la population a moins de 15 ans, au Nigeria et au Zimbabwe, 48%; au Mali, on estime à environ 50% la proportion des moins de 20 ans, estimation qui grimpe à 60% dans le cas du Rwanda. L'agronome René Dumont qualifie cette démographie galopante de «pire ennemi du relèvement africain!».

Sans compter que cette explosion démographique va en s'amplifiant, dans des pays aux sols déjà extrêmement fragiles, fragilité encore accentuée par la déforestation et l'érosion, ce qui, au bout du compte, entraîne un appauvrissement accru de la paysannerie. Au Rwanda, par exemple, où 95% de la population vit en milieu rural, la pression démographique a provoqué la réduction des superficies par exploitant et la surexploitation des terres cultivées, faute de pouvoir continuer à les mettre en jachère. Alors que

SYLVIE BÉLANGER

Au Mali, où 98% des femmes sont analphabètes et où environ 1% seulement des femmes mariées utilisent un moyen de contraception, on dit souvent que sans les femmes, il n'y aurait plus de pays.





Depuis 1974, le Rwanda mise sur l'éducation et la sensibilisation de la population, à 95% rurale. Un excellent pari, si l'on en juge par les résultats obtenus.

chaque enfant recevait traditionnellement une part du patrimoine familial, l'héritage agricole s'est rétréci au fil des ans, si bien que les jeunes n'ont souvent d'autre choix que de s'exiler en ville, où les attend malheureusement le chômage. Quant aux terres cultivées, leur surexploitation entraîne une diminution de la production. Or, au Rwanda, plus de 80% de la production agricole est destinée à l'autoconsommation.

Les «Ouagado-gooders»

Mais si aiguë soit-elle, cette situation n'est pas l'apanage du Rwanda. Et comme dans beaucoup de pays africains, il convient d'ajouter au déséquilibre écologique les problèmes de santé, d'éducation, d'emploi, d'urbanisation. Autant de problèmes que l'on peut attribuer en grande partie à la démographie galopante.

Face à une situation aussi dramatique, pourtant connue depuis longtemps, peu de pays africains ont pris la peine d'élaborer, même superficiellement, une politique de planification familiale ou entrepris de sensibiliser la population à la question démographique, si cruciale pour le développement.

Généralement, les gouvernements préfèrent dire que le problème se situe au niveau de l'augmentation de l'emploi, de la production et du niveau de vie, sans même entrevoir que la démographie galopante puisse être l'un des obstacles à cette augmentation. Les hauts fonctionnaires invoquent volontiers la culture et les traditions, qu'ils prétendent impossibles à changer dans la population paysanne.

En novembre 1985 se tenait à Ouagadougou, au Burkina-Faso, un séminaire international sur l'élaboration de programmes de planning familial à l'intention des jeunes. Les conclusions de ce séminaire? «La meilleure planification familiale, y a-t-on affirmé, est celle qui lie à son action le développement des services de santé, susceptibles de combattre et de réduire la mortalité infantile... car tant qu'il y aura la peur de perdre des enfants en bas âge, les familles n'intégreront pas harmonieusement le planning familial.»



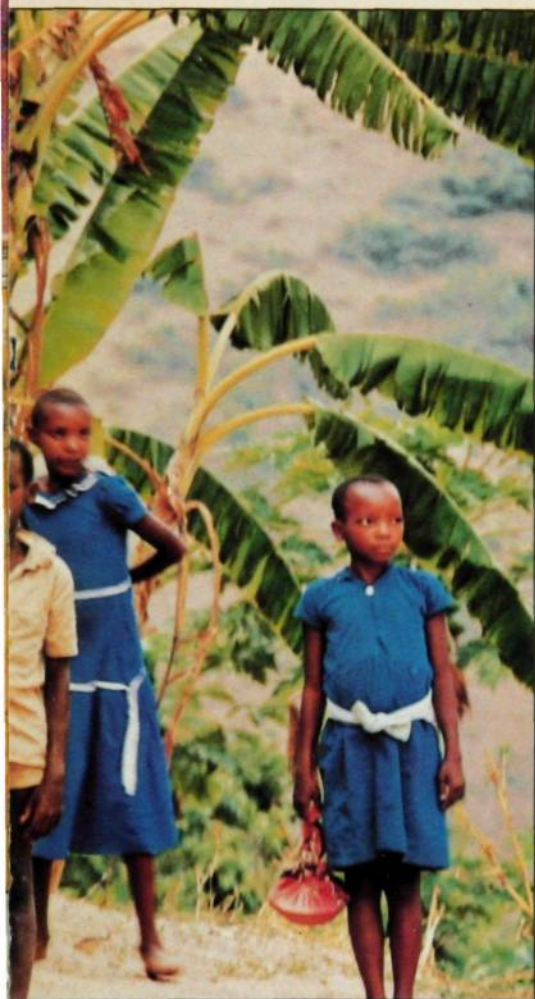
Honni soit qui Mali pense

Louable en soi, cette attitude dispense, hélas, les décideurs de se pencher plus spécifiquement sur les conditions de vie des femmes, pourtant premières pénalisées lorsque la famille est trop nombreuse. Au Mali, par exemple, les femmes sont à peu près totalement écartées du pouvoir, et même lorsqu'elles souhaitent avoir la possibilité d'enfanter moins souvent, le seul argument qu'elles peuvent invoquer est justement celui de l'amélioration de leurs conditions de vie. Or, cet argument est souvent mal perçu dans le contexte malien, et assimilé au non-respect des valeurs traditionnelles. Comme si, en dernière analyse, la démographie et le bien-être des femmes n'étaient pas intimement liés.

Au Mali, où 98% des femmes sont analphabètes et où environ seulement 1% des femmes mariées utilisent un moyen de contraception, on dit souvent que sans les femmes, il n'y aurait plus de pays: elles s'occupent de l'agriculture vivrière, de l'élevage de la volaille, de la transformation du poisson par séchage ou fumage, du commerce à petite distance, etc. Comme le souligne le coordonnateur du SUCO (Service Universitaire Canadien Outre-mer), Luc Bertrand, installé au Mali depuis six ans, on ne peut nier la tradition ni le contexte socio-culturel pro-nataliste du pays. Mais, à son avis, c'est le pouvoir religieux qui constitue le principal obstacle à la mise sur pied d'une politique de planning familial.

Depuis 15 ans, il existe pourtant une association jouant le rôle d'organisme de planification familiale, l'Association malienne de promotion et de protection de la famille, intégrée à la Division familiale du ministère des Affaires sociales depuis 1974. Après plusieurs essais infructueux dans le passé, l'Association a réussi à organiser en juin dernier à Bamako, la capitale, un séminaire visant à informer et sensibiliser des leaders d'opinion sur la démographie et le développement économique. La majorité des participants étaient des leaders religieux, dont des marabouts, qui détiennent également au Mali un pouvoir politique. «C'est un pas énorme qui a été franchi», d'affirmer le D^r Amadou Rouamba, lui-même musulman. «D'autant plus que pour les marabouts, peu sinon pas du tout informés sur la question, la planification familiale est synonyme de débauche et contrecarre la volonté de Dieu.» Le D^r Rouamba se dit très satisfait de la session qui, espère-t-il, produira des fruits à long terme. «À preuve, raconte-t-il en riant, un mois après la rencontre un marabout est revenu me voir en secret à Bamako, pour que je "planifie" sa fille...»

Mais l'Association malienne de promotion et de protection de la famille, qui préconise l'espacement des naissances, ne semble guère être prise au sérieux par les autorités maliennes, à moins que ce ne soit la question même de la démographie qui leur soit indifférente. Pour le séminaire de Ouagadougou



de novembre 85, par exemple, l'Association n'a même pas été consultée. Et qui plus est, le délégué officiel qui devait y représenter le Mali, l'Inspecteur de la Jeunesse, s'est carrément décommandé à la dernière minute. Son remplaçant, le Directeur du Carrefour des Jeunes, malgré sa bonne volonté manifeste, reconnaît sans peine qu'il n'avait ni la préparation ni la compétence requises.

Il faut en outre souligner le manque infini de moyens, tant médicaux que financiers. Comment, dans un pays aussi vaste que le Mali, où les communications sont extrêmement difficiles, organiser des sessions de formation? Et comment opérer un changement de mentalités sans formation?

Au Rwanda, de réels progrès grâce à l'ONAPO

Le Rwanda, quant à lui, a choisi la voie de l'éducation et de la sensibilisation de la population. Il faut dire que les contraintes de l'agriculture alliées à la croissance démographique ont provoqué une véritable hantise chez les membres du gouvernement du général-major Juvénal Habyarimana, président depuis 1973.

Au cours des dernières années, des milliers de Rwandais-es ont émigré au Zaïre, à l'Ouest, ou en Tanzanie, à l'Est, pays avec lequel le Rwanda vient de conclure une entente au sujet de ses ressortissants. Malgré cela, les statistiques gouvernementales prévoient que la population rwandaise atteindra

10 millions d'habitant-e-s en l'an 2000. Si le taux de croissance actuel se maintient, la production alimentaire ne parviendra pas à nourrir la population en dépit des efforts énergiques mis de l'avant par le gouvernement.

Déjà conscient du problème en 1974, le gouvernement rwandais créait à l'époque un Conseil consultatif pour le problème socio-démographique. C'était en quelque sorte un précurseur de l'ONAPO, l'Office National de la Population. Ce superorganisme a été créé en 1981 pour concevoir et mettre en oeuvre la politique démographique du pays, sensibiliser la population (à commencer par les fonctionnaires, les journalistes et les autorités religieuses) à la question du planning, et enseigner les méthodes contraceptives³.

Après 20 ans d'action gouvernementale, on ne peut nier les progrès réalisés: même les centres médico-sociaux et les centres de formation populaire les plus reculés possèdent leur programme «en démographie» et travaillent en collaboration avec l'ONAPO grâce aux ramifications régionales de ce dernier. Il faut ajouter que l'organisme diffuse quotidiennement des messages radio, utilise le théâtre, publie brochures et revues, etc., pour parvenir à ses fins d'éducation.

Mais, comme le déclare Monique Mukamanzi, démographe et responsable du service de la recherche à l'ONAPO, la partie est loin d'être gagnée. Les projections sont sombres et pessimistes, et plusieurs soutiennent que l'ONAPO est malheureusement né 20 ans trop tard.

On n'est pas en Chine!

Quant aux méthodes contraceptives, elles sont, en principe, toutes enseignées, mais madame Mukamanzi affirme que les méthodes naturelles sont privilégiées, rappelant que le pays est à plus de 50% catholique. Par exemple, dans la commune de Nyakabanda, dans le centre-nord du pays, l'abbé Sylvain Bourguet, un missionnaire belge dont la réputation n'est plus à faire dans les domaines de l'éducation et de la formation, se dit préoccupé par le problème démographique depuis 20 ans. Sous sa direction, le Centre communal de développement et de formation permanente a publié en kinyarwanda (langue vernaculaire), à des fins d'animation, une brochure intitulée *Se connaître et*

choisir, basée essentiellement sur la méthode de Billing.

Peut-on réellement se satisfaire de cette méthode dans un pays où la moyenne est de six enfants par famille? «Il est impensable ici de préconiser la limitation des naissances, comme en Chine... surtout en considérant que les ministres, âgés pour la plupart de plus de 50 ans, sont en faveur de la fécondité naturelle», répond madame Mukamanzi. Elle ajoute que d'avoir des enfants valorise la femme — de jeunes Rwandaises portent même à la tête un bandeau de la fécondité. Sans oublier que traditionnellement, la culture de la terre a toujours eu besoin du plus de bras possible.

Compte tenu du contexte, l'ONAPO a accompli une tâche énorme et possède à son actif bien des réalisations, entre autres l'Enquête nationale sur la fécondité⁴ réalisée en 1983. Parmi les très nombreuses conclusions du volumineux rapport de 426 pages (sans compter les tableaux et graphiques) dont elle est l'une des principaux-aes auteur-e-s, madame Mukamanzi note que les femmes de Kigali et d'autres milieux urbains ont moins d'enfants. Ce qui, selon elle, laisse supposer que la hausse du niveau d'instruction des femmes s'avère indispensable dans une véritable politique de planning familial. «L'émigration demeurera toujours une solution temporaire et aléatoire dans la mesure où nous sommes soumis-es au bon vouloir des gouvernements voisins. L'éducation de la population, par contre, et en particulier l'alphabétisation et la scolarisation des femmes, sont les fondements mêmes d'une politique de planification familiale et la condition d'un réel relèvement du pays.» Et, pourrait-on enchaîner, du relèvement de l'Afrique tout entière. ◇

Sylvie Bélanger est journaliste pigiste. Elle a réalisé ce reportage à l'automne 1986 grâce à une bourse de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec.

1. René Dumont, *Pour l'Afrique j'accuse*, Paris, Plon, 1986, p. 35.
2. *Terre des femmes*, Paris, Maspéro, 1982, p. 105.
3. *L'ONAPO*, Kigali, décembre 1985.
4. *Enquête nationale sur la Fécondité*, Kigali, ONAPO, 1984.

